

FATEN SAIDI



**commissaire
aux comptes**

LIBRE ECOLE RUDOLF STEINER

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

62 Rue de Paris

91370 Verrières Le Buisson

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 aout 2025

LIBRE ECOLE RUDOLF STEINER
Association régie par la loi du 1er juillet 1901
62 Rue de Paris
91370 Verrières Le Buisson

Rapport sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 aout 2025

Aux Adhérents,

I - Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision des adhérents de votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LIBRE ECOLE RUDOLF STEINER relatifs à l'exercice clos le 31 aout 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « fondement de l'opinion avec réserve », Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

II - Fondement de l'Opinion avec réserve

Motivation de la réserve

Au 31 aout 2025, les heures des contributions des bénévoles ne sont ni valorisées ni comptabilisées.

Au regard de la réglementation comptable en vigueur, la valorisation est obligatoire et s'enregistre hors bilan, au pied du compte de résultat, via les comptes de Contributions Volontaires en Nature.

La comptabilisation des heures bénévoles devrait se faire fait via des comptes hors bilan (Classe 8) en créditant un compte de bénévolat et débitant un compte de personnel bénévole pour valoriser l'apport en nature sans impacter le résultat.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III - Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention à la nécessité de modifier les statuts adoptés par l'assemblée générale extraordinaire du 13 mars 2015.

III- Justification de mes appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V- Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport moral et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés

Nous avons pu vérifier la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et le texte des résolutions adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels et nous n'avons pas d'observations à formuler.

En revanche nous n'avons pas pu vérifier la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et les bilans d'activités adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

VI- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VII- Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Issy Les Moulineaux, le 22 janvier 2026

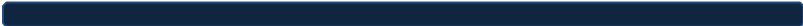


Faten SAIDI

Commissaire aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles

COMPTES ANNUELS 2025

BILAN



Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/08/2025	Net 31/08/2024
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	43 680	43 680		
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	4 823	4 823		
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	335 388		335 388	335 388
Constructions	5 696 172	2 742 309	2 953 863	2 779 912
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	310 351	290 169	20 181	19 642
Immobilisations corporelles en cours				120 317
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations et créances rattachées	2 607		2 607	2 607
Autres titres immobilisés				
Prêts	45 919		45 919	48 089
Autres immobilisations financières	2 305		2 305	2 305
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	6441 245	3080 982	3 360 263	3 308 259
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	28 059		28 059	16 958
Avances et acomptes sur commandes				
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	7 967	2 738	5 229	1 143
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	49 832		49 832	16 077
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Actions propres				
Autres titres et instruments de trésorerie				
DISPONIBILITÉS ET CHARGES				
Disponibilités	2 18 495		2 18 495	454 306
Charges constatées d'avance	25 008		25 008	20 703
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	329 362	2 738	326 623	509 189
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Écarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	6770 606	3083 720	3 686 887	3 817 448

Bilan passif

Postes	31/08/2025	31/08/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise	800 596	800 596
Fonds propres statutaires	84 871	84 871
Fonds propres complémentaires	715 724	715 724
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
RÉSERVES		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité	253 451	253 451
Autres réserves	1 693 818	1 701 404
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	- 91 711	- 7 585
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	85 957	99 166
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	2 742 111	2 847 030
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	44 236	44 236
TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)	44 236	44 236
Provisions pour risques	62 915	67 726
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)	62 915	67 726
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	626 957	589 347
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	67 540	109 920
Dettes issues de legs		
Dettes fiscales et sociales	90 709	69 351
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	52 420	89 837
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	837 625	858 455
Écarts de conversion - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	3 686 867	3 817 448

Compte de résultat



Compte de résultat

Postes	2024 2025	2023 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens	1 471	2 047
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	1 683 260	1 679 168
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	239 211	197 826
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	4 811	8 095
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	116 842	92 480
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	2 045 594	1 979 615
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	- 1 087	
Variation de stocks	-11 100	-5 172
Autres achats et charges externes	613 323	623 743
Aides financières		
Impôts, taxes, et versements assimilés	119 121	123 015
Salaires et traitements	952 570	859 274
Charges sociales	308 026	264 054
Dotations aux amortissements et aux provisions	135 911	136 542
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux provisions	2 738	
Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Report des fonds dédiés		
Autres charges	6 928	2 875
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	2 126 431	2 004 331
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 80 837	- 24 716
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 539	2 420
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	2 539	2 420
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	13 413	13 438
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)	13 413	13 438
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	- 10 874	-11 018

Postes	2024 2025	2023 2024
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV)	- 91 711	- 35 734
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		13 208
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		24 340
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		37 548
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		9 400
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		9 400
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		28 148
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 048 133	2 019 584
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	2 139 844	2 027 169
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	- 91 711	- 7 585

Annexe



Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le **31/08/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/09/2023** à **31/08/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **3 686 886,58 €**.

Le résultat net comptable est **une perte** de **-91 711,03 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

L'objet social de l'entité :

Ecole de la petite enfance au lycée selon les principes éducatifs de Steiner Waldorf. C'est une école privée sous contrat avec l'Education nationale.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Le projet de l'association est d'intérêt général en s'ouvrant à tous les publics en préservant à ses activités un caractère non lucratif, laïc et apolitique. L'association est administrée par un Conseil d'administration et au niveau pédagogique, l'école est dirigée par un conseil de Direction Pédagogique.

Les moyens mis en oeuvre :

Ce sont la perception de cotisations, de subventions, la facturation de la scolarité et de la cantine aux enfants, les dons et les legs.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 05/12/2025 par le Conseil d'administration de l'école.

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	50 à 100 ans
Bureaux	
Agencements	10 à 20 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	4 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

Stocks

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Cas des disponibilités en devise :

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice.

Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Subventions

Inscription proratisée :

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.

Emprunts

Les frais d'émission d'emprunts sont le cas échéant comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les emprunts ont été octroyés.

Indemnité de départ à la retraite

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués selon une méthode actuarielle (la recommandation ANC 2013-02), en prenant des hypothèses concernant l'évolution des salaires, l'âge de départ à la retraite, la mortalité, puis ces évaluations sont ramenées à leur valeur actuelle.

Ces engagements font l'objet de provisions au passif du bilan. La méthode de calcul retenue est la méthode 1 conforme aux dispositions de l'ancienne recommandation CNC n° 2003-R.01.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement	43 680			43 680
Autres immobilisations incorporelles	4 823			4 823
Immobilisations corporelles				
Terrains	335 388			335 388
Constructions	5 393 601	3 02 571		5 696 172
Installations techniques, matériel et outillage...				
Autres immobilisations corporelles	302 519	7 832		310 351
Immobilisations corporelles en cours	120 317			
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	2 607			2 607
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	48 089			45 919
Autres immobilisations financières	2 305			2 305

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Amortissements et dépréciations

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement	43 680			43 680
Fonds commercial				
Autres	4 823			4 823
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	2 613 689	136 465	7 846	2 742 309
Installations techniques, matériel et outillage...				
Autres	282 877	34 608	27 317	290 169
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts				
Autres				

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts	45 919			45 919
Autres immo. financières	2 305			2 305
Clients douteux				
Autres créances clients	7 967	7 967		
Personnel et comptes rattachés	2 517	2 517		
Sécurité sociale et autres org. sociaux	3 890	3 890		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts	36 716	36 716		
Divers	5 000	5 000		
Groupes et associés				
Débiteurs divers	1 709	1 709		
Charges constatées d'avance	25 008	25 008		
TOTAL	131 032	82 808		48 224
Prêts accordés en cours d'exercice	2 230			
Rembours. obtenus en cours d'exercice	4 735			
Prêts et avances consentis aux associés				

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	25 008	
TOTAL	25 008	

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	800 596				800 596
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	1 954 855	- 7 585			1 947 270
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	- 7 585	7 585			
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	18 997		5 000		19 997
Provisions réglementées					
TOTAL	2 937 843		5 000		2 942 843

Provisions

Nature de la provision	À l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises utilisées	À la clôture de l'exercice
Autres provisions pour risques et charges	67 726		4 811	62 915

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit	626 957	93 127	366 303	167 526
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	67 540	67 540		
Personnel et comptes rattachés	14 528	14 528		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	69 113	69 113		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	7 067	7 067		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	52 420	52 420		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	837 625	303 795	366 303	167 526
Emprunts souscrits en cours d'exercice	118 284			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	80 675			
Emprunts et dettes contractés auprès des ...				

Informations relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions

Subventions d'investissements : 194 977,07

Subventions d'investissements virées au résultat : 109 019,74

Subvention d'exploitation : 226 002,29

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	17 622	
État - Charges à payer	5 797	
TOTAL	23 419	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Organismes sociaux - Produits à recevoir	-3 890	
État - Produits à recevoir	26 103	
TOTAL	22 213	

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 6500,00 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 6 500,00 euros.

Contributions volontaires en nature

Au cours de l'exercice 2024-25, l'association Libre Ecole Steiner a pu compter sur de nombreux acteurs bénévoles. Certains de ces bénévoles interviennent à titre régulier, d'autres plus ponctuellement, en fonction des besoins et principalement lors d'événements qui ponctuent l'année. Il nous est aujourd'hui difficile d'approcher une valorisation de ce bénévolat car l'association n'a pas encore mis en place le dénombrement des personnes concernées et les heures effectuées.

L'association reconnaît toutefois son caractère indispensable, précieux, intrinsèquement lié à la vie de l'association, il a été décidé de ne pas fournir d'évaluation chiffrée du bénévolat pour cet exercice.

Opérations et engagements envers les organes d'administration de direction ou de surveillance

Information sur les rémunérations

Les rémunérations allouées aux administrateurs salariés ont représenté un montant de 56 368, 69 €.

4 personnes : 56 368, 69 €.

Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Hommes	Femmes	Total
Cadres			
Non-cadres	18	40	58
Employés			

Opérations et engagements hors bilan

Engagement financier ou garantie hors bilan

Nature des engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	Provision
Engagements donnés							
emprunt 2018	165 000					165 000	
emprunt construction jardins d...	350 000					350 000	
emprunt travaux 2022	81 818					81 818	
emprunt travaux 2023	180 000					180 000	
emprunt travaux 2024	118 284					118 284	
TOTAL	895 102					895 102	
Engagements reçus							
TOTAL							
Engagements réciproques							
TOTAL							
Engagts sur les pensions							